



University of Cape Town's CHEMICALS NETWORK

Publié: 1 de 2021

Date de la discussion: 02 February 2021

Résumé du forum de discussion

Cette discussion du Réseau sur les produits chimiques était intitulée « Comprendre la stratégie 202 de l'UE sur les produits chimiques pour la durabilité (SSC) et ses implications pour les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) ». La discussion a porté sur la stratégie de la Commission européenne sur les produits chimiques pour la durabilité récemment publiée, avec des points de discussion autour de certains des concepts clés mentionnés dans la stratégie et de ce que cette stratégie pourrait potentiellement signifier pour les PRFI en termes de mise en œuvre, de défis et d'opportunités. Cette discussion a également porté sur une analyse récente de la stratégie publiée par le Centre pour le droit international de l'environnement (CIEL) en mettant l'accent sur les aspects politiques de la stratégie. La discussion a été présentée par Helene Kanellopoulos de l'Agence suédoise des produits chimiques (KemI), Michael Warhurst de CHEM Trust et Giulia Carlini du Centre de droit international de l'environnement (CIEL).

À PROPOS DES PRÉSENTATEURS



Hélène Kanellopoulos travaille pour l'Agence suédoise des produits chimiques, dans l'unité chargée de la coordination avec l'Union

européenne. Elle a une formation juridique. Avant de rejoindre l'Agence suédoise des produits chimiques, elle a travaillé pour le Tribunal de l'Union européenne et pour la Commission européenne (Direction générale de la concurrence et Direction générale de l'environnement). Son travail quotidien se concentre sur les questions d'environnement non toxique et d'économie circulaire.



Michael Warhurst est directeur exécutif de CHEM Trust depuis juillet 2014. Il a précédemment travaillé sur les déchets et

l'utilisation des ressources aux Amis de la Terre de 2005 à juin 2014, notamment à la tête du programme Ressources et consommation des Amis de la Terre Europe pendant plus de 5 ans. Auparavant, il a travaillé sur la politique des produits chimiques au WWF European Policy Office pendant 3 ans et aux Amis Friends of the Earth pendant 5 ans, se concentrant sur le plaidoyer pour la réforme de la politique européenne des produits chimiques et travaillant sur les premières étapes de REACH. Il est docteur en biochimie, titulaire d'une maîtrise en chimie environnementale et d'un diplôme en biochimie.



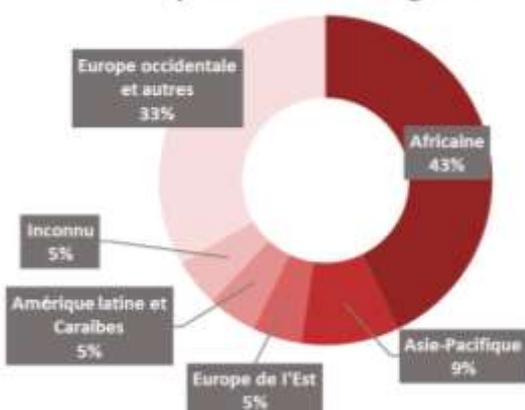
Giulia Carlini est avocat au sein du programme de santé environnementale du CIEL, basé à Genève, en Suisse. Son travail se

concentre sur les produits chimiques perturbateurs endocriniens (PE), la gouvernance internationale des produits chimiques et la politique mondiale sur les plastiques. Giulia est une avocate italienne diplômée en droit européen et transnational qui étudie en Italie et en Belgique. Elle détient également un LL.M. en droit international de l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement de Genève, Suisse

RÉPARTITION DE LA FRÉQUENTATION

PARTICIPANTS: 42

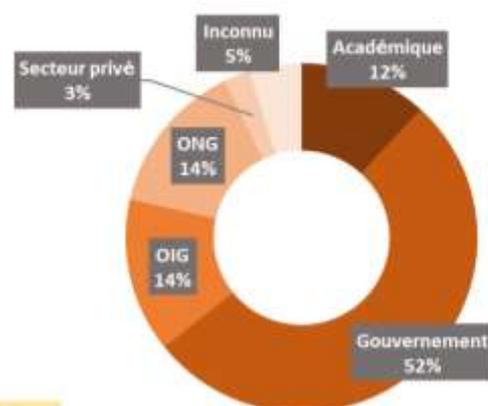
Représentation régionale



Représentation des genres



Représentation sectorielle



Clé :

OIG = Organisations intergouvernementales
ONG = Organisations non gouvernementales

MESSAGES CLÉS DE LA DISCUSSION

1. La mise en œuvre de la CSS de l'UE était un domaine clé de cette discussion. La Commission européenne a fixé des délais indicatifs pour la mise en œuvre de certains aspects de la stratégie énoncés dans l'annexe CSS. La pandémie de Covid-19 peut avoir un impact sur les délais, et cela devrait être pris en compte lors de l'examen de la mise en œuvre. **Le CSS n'est qu'une stratégie – certains de ses composants devront être promulgués dans la loi.**
2. Une idée clé soulignée était qu'actuellement l'UE parvient à mettre en œuvre une approche plus prudente et qu'il devrait donc être possible pour d'autres pays de le faire. Bien que cela puisse être vrai, il existe encore des obstacles uniques auxquels sont confrontés les PRFI et les divers secteurs impliqués dans la gestion des produits chimiques qui doivent être pris en compte. L'utilisation **de l'approche sûre et durable** dès la conception offre à l'industrie et à toutes les parties prenantes impliquées dans divers aspects du cycle de vie chimique quelque chose de positif vers lequel travailler. Ce type d'approche a un programme positif qui permet toujours d'améliorer et de hiérarchiser la santé et la sécurité tout en respectant les circonstances de toutes les parties prenantes impliquées. Une approche sûre et durable dès la conception s'inscrit également dans d'autres programmes tels que le changement climatique. C'est un bon moyen d'élargir le débat sur la durabilité des produits chimiques.
3. La discussion a souligné que les approches promues dans le CSS de l'UE devraient être envisagées pour une mise en œuvre à l'échelle mondiale et pas seulement dans l'UE, car c'est la seule façon d'aborder la gestion des produits chimiques et des déchets à travers le monde. En outre, l'accent a été mis sur l'importance pour tous les pays, en particulier les PRFI, d'examiner la stratégie de l'UE et de s'impliquer à tous les niveaux (secteur privé, universités, ONG, OIG et gouvernement) pour avoir une idée de la manière de relever les défis législatifs et réglementaires dans leurs pays respectifs. Bien qu'il ne s'agisse peut-être que d'une stratégie à ce stade, le CSS est un modèle utile pour s'efforcer d'obtenir un environnement sans substances toxiques.

CONTRIBUTIONS DES PARTICIPANTS À LA DISCUSSION

La discussion a été structurée autour de trois questions et les principaux points de discussion sont présentés sous chacune d'entre elles:

Question 1:

**Y a-t-il des concepts ou des actions du CSS que vous aimeriez clarifier ou discuter en profondeur? (Veuillez garder à l'esprit que certains d'entre eux seront discutés plus en détail au cours de la question 2)
Existe-t-il des orientations politiques qui, à votre avis, pourraient être utiles en dehors du contexte de l'UE?**

L'IRAN (Académique)	<ul style="list-style-type: none"> - Le 2 février est la Journée mondiale des zones humides 2021, pertinente pour la gestion des produits chimiques. Par exemple, les empoisonnements au plomb causés par les balles de plomb sont une grande menace pour les oiseaux migrateurs dans les zones humides. - De gros volumes de biocides utilisés partout sont une nouvelle menace pour les zones humides, ils comprennent de nombreux types de stérilisants, désinfectants, etc... - Il n'y a pas de distinction claire entre les pesticides et les biocides qui doit être abordée.
JORDAN (JE VAIS)	<ul style="list-style-type: none"> - L'approche « une substance, une évaluation » est une approche utile et bonne pour la Région de la Méditerranée orientale.
MEXIQUE (ONG)	<ul style="list-style-type: none"> - Ce que font les États-Unis a généralement un impact sur les autres pays. - Par exemple, pour le Mexique, il serait bon de promouvoir l'évaluation d'une substance, car il est courant de mélanger des substances. - Ces substances auront des impacts différents.
UE	<ul style="list-style-type: none"> - Sur la question du plomb, l'UE vient de finaliser une interdiction de l'utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides et a entamé une discussion sur une interdiction plus large de la grenaille de plomb. - Cela a été controversé avec beaucoup de pression de la part des chasseurs. - L'UE dispose de deux systèmes réglementaires distincts pour les biocides et les pesticides ; ils ne sont pas l'objectif principal de la CSS, qui concerne principalement les « produits chimiques industriels ». - L'UE prévoit d'ajouter l'EDC à la classification des produits chimiques et l'approche générale de l'UE consiste à essayer d'intégrer les éléments dans le SGH.
REMARQUES DES PRÉSENTATEURS :	<ul style="list-style-type: none"> - La mise en œuvre est importante. - La Commission a fourni des échéanciers pour diverses activités. - Par exemple, le travail sur One Substance One evaluation commencera son année tandis que d'autres activités sont prévues pour 2022 et 2023. - Certaines activités nécessiteront la participation des parties prenantes - la Commission organise des consultations publiques sur diverses questions avant d'adopter une nouvelle législation (par exemple). - Certaines initiatives devront faire l'objet d'une évaluation d'impact. - Certains aspects peuvent être réalisés dans le cadre des lois en vigueur, d'autres nécessitent une nouvelle législation, ce qui prendra plusieurs années. - L'introduction de nouveaux critères/classes de danger pour les perturbateurs endocriniens dans le SGH est mentionnée dans la stratégie mais les nanomatériaux sont absents.

Tout au long de la discussion, des sondages informels ont été menés pour aider à encourager la discussion entre les participants. Ils ne fournissent aucune donnée représentative mais fournissent plutôt un instantané des points de vue des participants.

Résultats du sondage 1 (N = 19)

J'ai lu ou parcouru la stratégie de l'UE sur les produits chimiques pour le développement durable.

Oui: 58%

Non: 42%

Question 2:

Quelle est la possibilité d'adopter une approche plus prudente vis-à-vis des produits chimiques utilisés, y compris dans les produits finaux, et les évaluations de la sécurité et l'expérience de l'UE en matière de substitution pourraient-elles être utiles?

L'IRAN (Académique)	<ul style="list-style-type: none"> - L'UE fait généralement assez bien par rapport à d'autres parties du globe, mais la récente politique agricole de l'UE a suscité quelques critiques. - Si l'UE suit une politique chimique durable plus forte, ce serait très utile. - L'UE a besoin d'une politique plus claire pour l'économie circulaire des produits chimiques. - Les réglementations des PFAS et des EDC doivent être davantage évaluées et discutées.
AFRIQUE DU SUD (Académique)	<ul style="list-style-type: none"> - Ce qui est essentiel dans de nombreux pays africains, c'est de s'éloigner de cette approche selon laquelle tous les produits chimiques sont sûrs jusqu'à preuve du contraire et qu'il est de la responsabilité des régulateurs d'assumer la charge de la preuve. - Il y a un grand besoin d'avoir une approche de précaution.
UE (ONG)	<ul style="list-style-type: none"> - EU REACH est une loi pour le marché intérieur de l'UE, il doit donc être suivi par les 27 pays de l'UE plus la Norvège. - La Suisse copie également beaucoup de ses résultats, et le Royaume-Uni (en ce moment) est toujours pleinement aligné. - L'UE élabore actuellement une restriction sur les utilisations non essentielles des PFAS. - Il existe déjà des restrictions sur des groupes plus petits (par exemple sur quatre phtalates qui incluent une considération de l'additivité de l'effet). - NB pratiquement toutes les lois interdisant l'utilisation de produits chimiques dans l'UE sont au niveau de l'UE, bien qu'il existe des dispositions permettant à chaque pays de prendre des mesures d'urgence. - Espérons que, alors que l'UE pousse l'innovation vers des produits plus sûrs, ces produits seront également utilisés dans d'autres pays.
REMARQUES DES PRÉSENTATEURS:	<ul style="list-style-type: none"> - Note de bas de page du CSS sur les améliorations du SGH : « Introduire de nouveaux critères/classes de danger pour les PBT/vPvB, la toxicité terrestre, les perturbateurs endocriniens, la persistance et la mobilité ; adapter les critères existants sur la base des connaissances et des progrès scientifiques, notamment pour tenir compte des méthodes alternatives, et clarifier les critères de mutagénicité sur les cellules germinales. - Il devrait y avoir plus de développements sur l'économie circulaire et les produits chimiques après l'adoption de la stratégie – les produits chimiques dans les produits de consommation seront discutés en détail. - Ressource utile - site Web sur les substitutions : https://www.subsportplus.eu/subsportplus/FR/Home/Home_node.html - Il convient de noter une différence entre l'industrie chimique et les utilisateurs en aval – L'industrie chimique souhaite généralement vendre des produits chimiques similaires, car c'est pour cela que leurs usines sont installées. Les utilisateurs en aval ne veulent pas avoir à reformuler constamment, ils peuvent donc être plus satisfaits d'une approche de groupe. - Certains secteurs détestent vraiment se regrouper où ils ont beaucoup de produits désagréables qui sont menacés (par exemple les retardateurs de flamme bromés ou PFAS). - Il convient de noter que l'industrie utilise la « lecture croisée » lors de l'enregistrement des données sur les produits chimiques, ce qui est essentiellement un regroupement. - La lecture transversale est utilisée pour réduire la quantité de nouvelles données de test nécessaires lors de l'enregistrement d'un produit chimique, le regroupement est utilisé pour contrôler l'utilisation des produits chimiques.

Résultats du sondage 2 (N = 19)

Avez-vous essayé d'utiliser la base de données chimiques de l'ECHA pour vous fournir des informations de sécurité sur les produits chimiques ? Quelle a été votre expérience ?

J'ai essayé la base de données chimiques de l'ECHA et je l'ai trouvée facile à comprendre et à naviguer:	53%
J'ai essayé la base de données sur les produits chimiques de l'ECHA et j'ai eu du mal à comprendre et à naviguer:	16%
Je n'ai jamais essayé la base de données chimiques de l'ECHA:	26%
Je n'ai jamais entendu parler de la base de données chimiques de l'ECHA jusqu'à aujourd'hui:	5%

Résultats du sondage 3 (N = 14)

Utilisez-vous déjà une approche générique (par exemple en évitant les CMR) dans votre travail, pensez-vous qu'elle pourrait être étendue?

J'utilise déjà une approche générique et je pense qu'elle pourrait être étendue:	50%
J'utilise une approche générique mais je ne pense pas qu'elle puisse être étendue:	7%
Je n'utilise pas d'approche générique mais j'aimerais commencer:	43%

Question 3:

Dans le CSS, l'UE s'engage à promouvoir ses normes à l'échelle mondiale et à soutenir la capacité des pays tiers à évaluer et gérer les produits chimiques de manière rationnelle. Quels défis rencontreriez-vous dans l'application des normes inspirées de l'UE? Dans quels domaines la coopération de l'UE pourrait-elle contribuer à renforcer la réglementation et la gestion des produits chimiques dans votre pays?

L'IRAN (Académique)	<ul style="list-style-type: none">- La réglementation européenne sur les produits chimiques REACH est déjà utilisée dans de nombreux pays asiatiques, principalement en Asie de l'Est (K-REACH, Chine, Inde, etc.) et est d'une grande aide.- Conférence conjointe entre la Chine REACH-24 et le Helsinki Chemicals Forum en novembre et décembre.- Ce qui est toujours laissé pour compte, ce sont les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord qui ont vraiment besoin d'une réglementation semblable à REACH.- Comme l'expérience l'a déjà montré, l'UE a la bonne réputation de ne pas exporter de produits chimiques interdits par rapport à l'Amérique du Nord.
AFRIQUE DU SUD (Académique)	<ul style="list-style-type: none">- En Afrique du Sud, il y a deux défis liés à l'importation de produits chimiques interdits - 1) il n'y a pas de législation ou de loi générale sur les produits chimiques et 2) la tendance est de simplement regarder les produits chimiques, pas les produits chimiques dans les produits.
KENYA (Gouvernement)	<ul style="list-style-type: none">- La mise en œuvre du SGH est un défi.- Absence d'un cadre juridique approprié et de la capacité de l'industrie à s'autoréglementer.
SUÈDE (Gouvernement)	<ul style="list-style-type: none">- L'UE a des possibilités très limitées d'interdire toute exportation de produits chimiques ou de produits contenant certains produits chimiques.
VENEZUELA (ONG)	<ul style="list-style-type: none">- Défis : Création de capacités technologiques pour renforcer la législation.
UE	<ul style="list-style-type: none">- À propos des produits chimiques interdits : il existe un règlement PIC de l'UE qui oblige les entreprises qui souhaitent exporter des produits chimiques interdits/fortement réglementés à informer le pays destinataire de cette décision de l'UE.- Le processus de l'UE visant à interdire un produit chimique prend quelques années et comprend souvent des périodes de mise en œuvre, les entreprises devraient donc être averties des contrôles à l'avance.
REMARQUES DES PRÉSENTATEURS:	<ul style="list-style-type: none">- Le meilleur moyen pour un pays de savoir si un produit chimique qu'il souhaite importer a été interdit dans l'UE est de rechercher dans la base de données de l'ECHA (en particulier pour les produits chimiques).- On ne sait toujours pas comment l'UE veillera à ce que cela se produise.- Le CSS fait référence aux modifications potentielles de la législation de l'UE selon les besoins, mais la seule information dont nous disposons à ce jour est une référence à l'action qui se déroulera en 2023 (à titre indicatif).

	<ul style="list-style-type: none"> - L'une des complexités est celle où un produit chimique n'est pas totalement interdit - comme le plomb tétraéthyle (plomb dans l'essence), qui est exporté depuis des années depuis une usine britannique. - En théorie, il existe deux mesures différentes qui pourraient avoir un effet similaire - (i) interdire la production et (ii) interdire l'exportation. Les restrictions REACH peuvent en théorie interdire la production, mais seulement s'il peut être démontré que l'utilisation n'est pas « contrôlée de manière adéquate ». - S'assurer que les produits chimiques interdits ne sont pas exportés serait en effet difficile - une approche utile serait que les pays importateurs n'autorisent pas l'importation. - La « notification d'exportation » du PIC aide à garder une trace - c'est ce qui a été utilisé dans une enquête récente pour savoir quels pesticides interdits ont été exportés de l'UE : https://unearthed.greenpeace.org/2020/09/10/banned-pesticides-eu-export-poor-countries/ - L'interdiction des produits chimiques favorise en fait de nouveaux investissements dans des alternatives plus sûres : voir “Driving Innovation: How stronger laws help bring safer chemicals to market” http://www.ciel.org/Publications/Innovation_Summary_Feb2013.pdf / Résumé français : https://ciel.org/wp-content/uploads/2014/10/Innovation_Resume_Feb2013.pdf
--	---

Résultats du sondage 4 (N = 20)

J'ai lu ou parcouru le document du CIEL sur « Comment l'Union européenne peut-elle donner l'exemple au monde?

Oui: 35%

Non: 65%

Ressources clés:

- **Communiqué de presse sur la Stratégie pour la durabilité des produits chimiques – Vers un environnement sans produits toxiques:** [La Commission adopte une nouvelle stratégie sur les produits chimiques \(europa.eu\)](https://ec.europa.eu/chemicals/2020/10/Strategy.pdf)
- **Stratégie UE 2020 sur les produits chimiques pour la durabilité:** <https://ec.europa.eu/chemicals/2020/10/Strategy.pdf>
- **Questions-réponses sur la stratégie chimique pour la durabilité – Vers un environnement sans produits toxiques:** [Stratégie sur les produits chimiques pour un environnement non toxique \(europa.eu\)](https://ec.europa.eu/chemicals/2020/10/Strategy.pdf)
- **Communiqué de presse de l'Agence suédoise des produits chimiques et documents d'accompagnement:** [La Commission européenne publie une stratégie chimique ambitieuse pour la durabilité - Kemikalieinspektionen](https://echa.europa.eu/fr/information-on-chemicals)
- **CHEM Trust salue la nouvelle stratégie de la Commission européenne sur les produits chimiques pour le développement durable:** <https://chemtrust.org/new-european-chemicals-strategy/>
- **Informations sur les substances de l'agence européenne des produits chimiques ECHA, y compris la classification:** [https://echa.europa.eu/information-on-chemicals](https://echa.europa.eu/fr/information-on-chemicals)
- **Portail « Subsport » sur les substituts des produits chimiques dangereux:** https://www.subsportplus.eu/subsportplus/FR/Home/Home_node.html
- **CIEL - La stratégie chimique pour le développement durable : comment l'Union européenne peut-elle donner l'exemple au monde?:** https://www.ciel.org/wp-content/uploads/2021/01/CSS-Analysis_Final.pdf
- **Déterré - La Commission européenne s'engage à mettre fin aux exportations de produits chimiques interdits:** <https://unearthed.greenpeace.org/2020/10/15/eu-banned-pesticide-exports-public-eye/>

Réseau chimique: Le Chemical Network est un forum en ligne non partisan établi par la Division de la santé environnementale (DEH) de l'École de santé publique et de médecine familiale de l'Université du Cap (UCT). Il a été créé dans le cadre d'un projet de gestion et de partage des connaissances soutenu par l'Autorité suédoise des produits chimiques (KemI).

Ce forum a été réalisé avec l'aide financière de la Suède, par l'intermédiaire de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), organisée par l'Agence suédoise des produits chimiques (KemI). Les opinions exprimées ici ne doivent pas être considérées comme reflétant l'opinion officielle de la SIDA ou de l'Agence suédoise des produits chimiques.

Si vous avez des questions ou avez besoin d'éclaircissements sur cette initiative, veuillez contacter UCT au chimiquelistserver@gmail.com.

Si vous n'êtes pas déjà membre, pour rejoindre le Réseau Chimique à: <https://forms.office.com/r/Lk1tgAL6DF>

Avertissement: Les informations contenues dans ce condensé représentent les opinions des membres participant des différents groupes de parties prenantes exprimées au cours de la discussion. Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement l'opinion ou la politique déclarée de l'Agence suédoise des produits chimiques (KemI) ou DEH UCT, et la citation de noms commerciaux ou de procédés commerciaux ne constitue pas une approbation.